



COMMUNIQUE DE L'USP du 18 juillet 2025

Pour une Sécurité sociale solidaire et une psychiatrie publique à la hauteur des besoins

L'Union Syndicale de la Psychiatrie (USP) alerte : la Sécurité sociale, conquête sociale fondée sur la solidarité, est fragilisée par des réformes austéritaires et une logique assurantielle croissante. Dans ce contexte, la psychiatrie publique se trouve en première ligne, alors que la santé mentale de la population se détériore.

L'aggravation de la morbidité, notamment psychiatrique, est alimentée par l'augmentation de la précarité, l'intensification des rythmes de travail, l'insécurité sociale et la dégradation du lien social. Les professionnel·les de la psychiatrie publique constatent quotidiennement l'ampleur de cette souffrance, qui appelle des réponses globales, durables et humanistes.

Or, les politiques en cours accentuent l'exclusion et la sélection : remise en cause des affections de longue durée (ALD), durcissement des arrêts de travail, projet de « bouclier sanitaire », recentrage sur le « gros risque ». Ces mesures vont à rebours des besoins. Peut-on traiter un burn-out en trois jours ? Une dépression sévère en une semaine ? Confier l'évaluation de la souffrance psychique à des médecins contrôleurs déconnectés du soin ?

La psychiatrie publique, sous-dotée, peine déjà à assurer ses missions. Elle ne survivra pas à une Sécurité sociale fragmentée, privatisée et soumise aux logiques de rentabilité. C'est pourquoi l'USP défend une Sécurité sociale financée par les cotisations sociales, gérée démocratiquement, sans reste à charge, et intégrant pleinement la santé mentale. Il est urgent de refonder un système solidaire à la hauteur de la réalité contemporaine. Cela passe par un investissement massif dans la psychiatrie publique, une reconnaissance des déterminants sociaux de la souffrance, et un accès effectif aux soins pour toutes et tous.

L'USP appelle les professionnel·les, les usager·ères et les citoyen·nes à défendre une Sécurité sociale fidèle à sa vocation humaniste et populaire : un outil de protection collective, d'égalité et de soin dans une société traversée par des violences économiques, sociales et subjectives croissantes.

Charles-Olivier PONS, président
Manolis KOSADINOS, membre du Conseil national